



MAITRE D'OUVRAGE

Vallée Sud Grand Paris -
28 rue de la Redoute
92260 Fontenay-aux-Roses
Tél: 01.55.95.84.00



Mandataire du groupement et réalisateur
Bouygues Equipements Publics
1 Avenue Eugène Freyssinet
78061 Saint-Quentin-en-Yvelines
07.61.55.62.91



Architecte

HEMAA Architectes
24-32 rue des Amandiers
75020 Paris
01.43.56.05.06



BE Acoustique

Clarity Studio
5 rue de Charonne
75011 Paris
01.42.41.60.31



Paysagiste - Concepteur

Cobe
30 Boulevard Saint-Jacques
75014 Paris
01.43.66.38.30



Terrassement

Brézillon
9 rue de Rome
93290 Tremblay-en-France
06.61.11.72.75



BE TCE

FACÉA
1 Place Jean-Baptiste Clément
Noisy le Grand
01.49.74.12.64



Paysagiste - Réalisateur

EURO-VERT
12 rue du 11 novembre 1918
94460 Valenton
01.43.89.04.04



BE Environnement

EODD
50 Rue Albert
75013 Paris
06.60.83.69.58



Exploitant

DALKIA
6 rue de la marnière
91800 Boussy Saint-Antoine
01.69.00.11.10



D_05_Courrier DRIEAT

FAISA



ESQ



APS



APD



PC



PCM



PRO



DCE



DM



EXE



ECHELLE: 1:1

Indice	Date	Désignation	Dessiné par
0	28/07/2025	D_05_Courrier DRIEAT	
1			
2			
3			
4			



**PRÉFET
DES HAUTS-
DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Vincennes, le 17/02/2025

Affaire suivie par : MOREIRA-PELLET Bastien

DRIEAT IF/SNP

Département Faune et Flore sauvages

Tél. : 01 87 36 44 88

Courriel : bastien.moreira-pellet@developpement-durable.gouv.fr

MAARCH 250/416

Objet : clôture de l'instruction de votre demande de dérogation à la protection des espèces concernant votre projet SYRGIE à Chatenay-Malabry

Madame,

Vous m'avez adressé le 21/11/2024 un dossier de demande de dérogation à la protection des espèces dans le cadre du projet : École du développement durable, de la ressourcerie et de l'espace renature de la zone urbaine de la Sygrie à Chatenay-Malabry (92). Le rapport écologique complémentaire Champalbert Expertises a été transmis le 18/12/2024. Vous avez déposé votre permis de construire. Le projet est en avant-projet détaillé. Vous demandez confirmation de la non-nécessité d'une dérogation espèces protégées L. 411-2 code de l'environnement.

Le dossier conclut à la non-nécessité de dérogation espèces protégées. La DRIEAT ne demande pas de complément en pré-instruction.

Le projet se situe sur la frontière administrative entre les départements 91 et 92 appuyée sur le tracé du ruisseau de « la Sygrie », affluent de la Bièvre. Il consiste en une école élémentaire, une ressourcerie, des ateliers de recyclage, un parking de 800m² en sous-sol des bâtiments, des espaces prairiaux lieux d'apprentissage et potagers. Le projet comporte une surface constructible de 23.990 m².

Mme Malvy BOREIL-SCHWEBEL
Responsable commerciale
Direction des collectivités locales
Challenger
1, avenue Eugène Freyssinet
78061 Saint-Quentin-en-Yvelines

Tél : 01 87 36 45 00

DRIEAT site de Vincennes,

12 Cours Louis Lumière - CS 70027 94307 VINCENNES Cedex

www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr



Certificat N°A 1607-9001

Rappel réglementaire

L'article L.411-1 du code de l'environnement établit le principe d'une protection stricte de certaines espèces animales et végétales. Des arrêtés ministériels listent à la fois les espèces concernées et les atteintes interdites pour chacune d'elles. Sont notamment interdites la destruction et la perturbation intentionnelle des individus, ainsi que, pour de nombreuses espèces animales, la dégradation ou destruction des aires de repos et sites de reproduction, pour autant que cette perturbation, dégradation ou destruction remette en cause le bon accomplissement du cycle biologique des espèces concernées.

L'article L.411-2 du code de l'environnement et les textes pris pour son application définissent les conditions dans lesquelles des dérogations pour atteinte aux espèces protégées peuvent être accordées et les modalités de l'instruction de ces demandes de dérogation. Toutefois, la procédure de « dérogation à la protection des espèces » reste une procédure d'exception, la règle étant l'évitement des impacts sur les espèces ou la réduction de ces impacts jusqu'à un niveau nul ou si faible que le bon accomplissement des cycles biologiques n'est pas remis en cause.

Cas de votre projet

Les résultats de vos inventaires faune-flore font apparaître la présence d'espèces animales protégées sur le site concerné par votre projet. Les impacts bruts de votre projet portent sur des espèces d'insectes saproxyliques dont le Grand Capricorne, le grillon d'Italie, des Chiroptères arboricoles (pipistrelle de Kuhl, murins sp. et la noctule commune – espèce « CNPN »), les oiseaux des lisières et des milieux semi-ouvert (Accenteur mouchet, mésange à longue queue, chouette hulotte, Pouillot véloce, Troglodytes mignon)

Votre analyse du territoire fait apparaître une lisière des boisements de plus de 100 ha sur la commune de Chatenay-Malabry (Consultation : <https://refsrce.arb-idf.fr/cartes?id=92019>). Toutefois l'état initial ne met pas en évidence des habitats typiques de lisières forestières constituées, pas non plus d'espèces indicatrices. Le schéma de cohérence écologique identifie des lisières urbaines de part et d'autre. Il serait ainsi très souhaitable de reconstituer des lisières étagées sur le secteur.

Toutefois, sur la base des éléments présentés dans le dossier, il apparaît qu'une fois les mesures d'évitement et de réduction des impacts mises en œuvre, les impacts résiduels du projet sur ces espèces seront suffisamment faibles pour ne pas détruire ni perturber de spécimens, *a fortiori* ne remettant pas en cause le bon accomplissement des cycles biologiques des spécimens d'espèces protégées concernées sur le site du projet.

Dès lors, et sous réserve que vous mettiez en œuvre les mesures exposées dans votre dossier, aucune dérogation à la protection des espèces n'est nécessaire pour la réalisation de votre projet.

La procédure d'instruction est donc close, et votre dossier ne sera pas transmis au CNPN, conseil national de protection de la nature.

Un premier diagnostic écologique a été réalisé par NATURALIA environnement en 2020. La société ALISEA a réalisé des compléments d'inventaire en 2022. L'état initial écologie est validé. « Les écologues Monsieur Jean-François Nau du bureau d'études EODD et Monsieur Eric Champalbert de Champalbert Expertises sont d'ores et déjà intégrés dans notre groupement afin de suivre assidument les sujets biodiversité du projet » (par email le 31/10)

Nous notons qu'il conviendrait d'ajouter une mesure pour prévenir de la prolifération des espèces végétales exotiques envahissantes (EEVE) par rapport à ce qui est mentionné p. 154 (ou ARTELIA / JANVIER 2023 / 4-61-3101 PAGE 70 / 74)

Mesure	Descriptif	Temporalité
ME1	<p>Les espaces boisés et les arbres seront conservés.</p> <p>Initialement, notre projet prévoyait l'abattage d'arbres. Cependant, le projet paysager a évolué en novembre 2024 de telle sorte à préserver les arbres du site.</p> <p>Préservation en particulier de 16 arbres à enjeux écologique fort dont deux grands chênes pédonculés</p>	Evitement à la conception – mise en défens dès avant le chantier
ME1 (ex-MR1 p58)	Le projet a été repositionné pour réduire les impacts sur les milieux buissonnants ; ainsi 7 860 m ² (83%) de cet habitat sont conservés dans l'aire d'étude.	Evitement à la conception – mise en défens dès avant le chantier
MR2 Réduction de l'éclairage	<p>Pas d'éclairage de la lisière et des milieux boisés, un simple éclairage de cheminement au sol possible dans l'emprise de la lisière</p> <p>Température de couleurs, orientation des éclairages, possibilité d'éteindre la lumière et éclairage à détection de mouvement conçu pour ménager une trame noire intégrée au site</p>	Cette mesure se décline en des prescriptions en phase chantier et d'autre pour la phase exploitation
MR3 : Adaptation du planning des travaux	Débroussaillage hivernal	Démarrage chantier
MR4 : Adaptation des modalités de circulation des engins de chantier		Démarrage chantier et durant le chantier
MR5 : Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux	Barriérage anti amphibiens et petite faune – intégrité à vérifier tous les mois	Démarrage chantier et durant le chantier
MR6 - préalable (ex MA1 : Reconstitution d'habitats)	<p>Plantation d'arbres,</p> <p>Plantation de strates arbustives sur le merlon en limite de propriété et les talus de bord de la piste et de la mare (0.2 ha) ;</p> <p>Restauration des lisières et ou de haies rustiques favorables à l'avifaune</p> <p>Création d'une grande mare et entretien (629 m²)</p> <p>Reconstitution d'habitats herbacés.</p> <p>/prairiaux ouverts favorable aux amphibiens 1234 m² et de 400m² de verger</p> <p>Reconstitution de 500m² de milieux secs sur talus</p> <p>Aménagement d'un potager</p>	Durant le chantier et après

Mesure	Descriptif	Temporalité
MR6 : Gestion écologique du site	Le site sera géré de manière écologique. Le désherbage chimique sera proscrit sur l'ensemble des espaces verts. Les espaces buissonnants seront taillés en dehors de la période de nidification. Un élagage sera à réaliser uniquement si nécessaire (risque de chute de branche, etc.). La gestion du site évitera la prolifération d'espèce exotique envahissante (dite MR7 p.59)	
MA3 : Création d'habitats favorables aux reptiles	Création de deux <i>hibernaculums</i> , positionnés et mis en œuvre par l'écologue du suivi du chantier	
MA4 : Sensibilisation du public		
MA5	Chantier suivi par M. Jean-François Nau du bureau d'études EODD et Monsieur Eric Champalbert de Champalbert Expertises	

En particulier, il conviendra de veiller à mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction et de suivi exposées dans le dossier de demande de dérogation au titre des articles L. 411-1 et L.411-2 du code de l'environnement du **21/10/2024**.

Le tableau ci-dessus résume ces mesures.

Je vous engage à mettre en œuvre un suivi écologique du site tout au long des aménagements et dans les 3 années suivant le début des travaux, de façon à vérifier la bonne efficacité des mesures mises en œuvre et à les adapter si nécessaire.

Mesure	Échéance et durée éventuelle	Document à transmettre à especes-protegees-idf@developpement-durable.gouv.fr .
<u>Information du démarrage des travaux</u> Dès le démarrage des travaux, adresser un mail d'information avec le planning des travaux.	Au plus tard le jour du démarrage des travaux	Planning des travaux
MS1 Suivi de l'application des mesures : -par un écologue pendant toute la durée de la phase travaux (1 x mois), et assistance auprès des entreprises de travaux MS2 Suivi des populations et de l'efficacité des mesures sur les espèces : -par un écologue pendant toute la durée des travaux et après les travaux (N+1, N+2, N+3). Fréquence et objets des suivis : cf rapport Amphibiens p27/30 et rapport Hirondelles p28/31.	Rapport annuel avant le 31 mars de l'année n+1	Compte-rendu annuels
<u>Transmission des données brutes de biodiversité des suivis</u> Les données brutes des suivis écologiques sont à verser sur le dépôt légal « DEPOBIO », chaque année de suivi (Cf. ci-dessous)	Avant le 31 mars de l'année n+1	Certificats de dépôt DEPOBIO

Par ailleurs, pour répondre à l'obligation légale du L411-1A-I du code de l'environnement, les maîtres d'ouvrages publics ou privés apportent une contribution à l'inventaire du patrimoine naturel. Dans ce cadre, un site dédié a été créé pour déposer les données de biodiversité : « DEPOBIO », sur lequel vous trouverez toutes les informations nécessaires <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>.

Vous voudrez bien tenir mes services informés du démarrage des travaux à l'adresse especes-protegees-idf@developpement-durable.gouv.fr. Les rapports de suivis écologiques sont déposés sur la plateforme « démarches simplifiées » via ce lien :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/deposer-un-rapport-de-suivis-ecologiques>

au moins une fois par an avant le 31 mars de l'année n+1.

Je vous prie d'agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Le chef du service nature et paysage
DRIEAT Île-de-France



Lucile Rambaud

Signature
numérique de
Lucile RAMBAUD
lucile.rambaud
Date :
2025.02.17
10:12:26 +01'00'